

Enjeu

Avec le soutien actif de l'extrême-gauche et de tous les partis de l'establishment, les militants trans radicaux tentent de transformer la société de manière à restreindre les libertés de tout le monde. Ce programme radical, qui contredit les réalités biologiques fondamentales, s'avère particulièrement néfaste pour les femmes et les enfants.

Ces dernières années, les marxistes culturels et les militants radicaux dans les médias, les gouvernements et les écoles ont tout fait pour normaliser cette idéologie transgenre dangereuse. Ils enseignent aux enfants que leur sexe est déterminé par des stéréotypes et, s'ils ne se comportent pas en accord avec les rôles masculins ou féminins traditionnels, ils les encouragent à croire qu'ils sont peut-être nés dans le mauvais corps. Les enfants ne naissent jamais dans le mauvais corps. Il faut apprendre aux enfants à s'accepter, et non à chercher des solutions dans les médicaments et les procédures médicales.

Le projet de loi C-16, adopté par le gouvernement libéral en 2016 et auquel s'était opposé avec éclat l'intellectuel canadien Jordan Peterson, a reconnu l'auto-identification de genre et ouvert la voie à la parole contrainte. Depuis lors, des entreprises et organismes gouvernementaux ont interdit l'utilisation de mots tels que « femme » et « mère » en faveur de « personnes ayant des menstruations » et « personnes qui accouchent ».

Les droits et la sécurité des femmes sont bafoués pour satisfaire les hommes qui prétendent être de l'autre sexe. Les femmes sont confrontées à des hommes transgenres dans les vestiaires et les salles de bains. Des criminels violents qui sont des hommes biologiques mais qui s'identifient comme des femmes sont incarcérés dans des prisons pour femmes. Les femmes doivent rivaliser injustement avec les hommes biologiques dans les sports.

Les modes culturelles telles que les heures du conte des drag queens font la promotion de cette idéologie auprès des enfants et donnent l'impression qu'il est normal de s'identifier à l'autre sexe ou à différents genres inventés. Le projet de loi

C-4, adopté à l'unanimité par tous les partis de la Chambre des communes en 2021, criminalise les parents et les thérapeutes qui essaient d'aider les mineurs souffrant de dysphorie de genre à s'accepter comme ils sont. En fait, la loi interdit la « thérapie de conversion » dans un sens, mais l'autorise dans l'autre. Il est illégal de traiter des enfants pour un trouble mental, mais il est légal de les encourager à suivre une « thérapie d'affirmation du genre » et à mutiler leur corps.

Faits

La plupart des garçons et des filles souffrant de dysphorie de genre règlent graduellement ce problème en vieillissant. Beaucoup souffrent d'autres troubles mentaux tels que l'autisme, ou sont sous l'influence temporaire d'un phénomène de contagion sociale. La prise de bloqueurs de puberté à un jeune âge transformera leur corps et les stérilisera à vie, alors qu'ils sont trop jeunes pour évaluer l'impact d'une décision aussi capitale.

La chirurgie de changement de sexe consiste à reconstruire les organes génitaux en utilisant de la peau et des muscles provenant d'autres parties du corps. Ces opérations invasives entraînent de nombreuses complications et nécessitent des traitements pendant toute une vie. De plus en plus de personnes transgenres qui ont subi de telles opérations finissent par le regretter et veulent « détransitionner », mais il est tragiquement trop tard.

Le transfert dans des prisons pour femmes de détenus masculins qui s'identifient comme des femmes est une pratique courante au Canada depuis qu'elle a été introduite par le gouvernement Trudeau en 2018. Des criminels ayant des antécédents d'abus sexuels à l'encontre de femmes ont ainsi été logés aux côtés de détenues, et plusieurs cas de comportements violents ont été rapportés dans les médias.

Notre plan

La normalisation de l'idéologie transgenre, en particulier chez les jeunes, aura un impact catastrophique sur toute une génération si nous ne changeons pas rapidement de cap. Si les adultes peuvent faire les choix qu'ils souhaitent concernant leur sexe et leur identification de genre, les Canadiens qui croient qu'il n'existe que deux sexes et genres immuables ne doivent pas être contraints d'adapter leur langage et leur comportement à l'idéologie du genre. En particulier, les femmes et les enfants doivent être protégés des conséquences néfastes de cette idéologie.



Un gouvernement du Parti populaire :

- Modifiera le Code pénal pour interdire l'utilisation de bloqueurs de puberté, d'hormones du sexe opposé et toute forme de mutilation corporelle sur les mineurs dans le but de « transitionner » vers un autre sexe. En outre, toute personne encourageant des mineurs à effectuer une « transition » pourrait être tenue pour pénallement responsable d'avoir tenté de leur causer des sévices.
- Supprimera l'interdiction imposée par le projet de loi C-4, le soi-disant « projet de loi sur les thérapies de conversion », d'aider les mineurs souffrant de dysphorie de genre à accepter leur corps.
- Appliquera strictement l'article 163.1(1) (b) du Code pénal afin de retirer les contenus pornographiques inappropriés des écoles et des bibliothèques.
- Protégera les espaces réservés aux femmes – prisons, refuges, salles de bains et vestiaires – contre l'intrusion des hommes biologiques.
- Maintiendra des compétitions séparées pour les femmes, auxquelles les hommes biologiques ne peuvent participer, dans les sports réglementés et financés par le gouvernement fédéral.
- Abolira les programmes fédéraux de financement des opérations de changement de sexe pour les fonctionnaires et les prisonniers.
- Abrogera la loi C-16, qui a ajouté l'auto-identification de genre comme motif de protection contre la discrimination.

(Mai 2023)